



Bastia le 5 mai 2020

## APPEL: Ne rouvrez pas le 11 Mai !

**Objet : Courrier commun adressé par la Fédération CGT des personnels Territoriaux de Corse et la CGT Éduc'action Corse.**

Monsieur le Président de l'exécutif de Corse,  
Monsieur le Président de la CDC,  
Mme la conseillère en charge de l'enseignement,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers Territoriaux,  
Mesdames et Messieurs les Maires de Corse,

Nos syndicats CGT constatent l'impossibilité de mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires des établissements scolaires et de petite enfance dont vous avez la responsabilité. Par conséquent, nous vous appelons **à ne pas rouvrir** ces structures d'accueil.

Les Unions départementales des syndicats CGT de Corse soutiennent ce courrier et cette demande qui s'inscrit dans la position de notre confédération œuvrant **pour un report d'ouverture des établissements scolaires en septembre** avec un plan précis et débattu avec l'ensemble des acteurs dont les personnels et leurs représentants.

Une position d'autant plus juste que la présentation du plan national de déconfinement par le Premier Ministre à l'assemblée nationale n'apporte aucun élément nouveau. Il confirme, au contraire, une navigation à vue sous forme de « ligne de crête » à gérer **ENTRE la poursuite consentie de la pandémie ET** la reprise de l'activité

« **quoi qu'il en coûte** » pour la santé et la vie des 3000 nouveaux cas par jour à ne pas dépasser ! Parlons-nous encore d'êtres humains ??

Cette annonce floue et ambiguë sur la date de réouverture des collèges et lycées, en contradiction complète avec les recommandations formulées par l'académie de médecine et d'autres instances scientifiques est loin de remettre de la *CONFIANCE* et ajoute de l'angoisse par son obstination. Rouvrir les écoles maternelles et primaires ne consiste qu'à en faire de véritables laboratoires expérimentaux pour les enfants, les personnels et cela au mépris de la priorité que doit être leur santé. Il les place avec **les collectivités locales face à une lourde responsabilité** de mise en danger de la communauté éducative et des familles et montre manifestement son ignorance sur ce qu'est la réalité quotidienne du travail effectué dans le milieu scolaire.

Ainsi à l'école, les préconisations du groupe de travail relatives aux modalités du retour des élèves en classe indiquent lucidement qu'« **il semble impossible de faire respecter les gestes barrières par les plus petits, qui ont besoin de contacts** ». Ces contacts prodigués aux plus

petits sont parfois des plus basiques, pouvant être de l'ordre de l'affectif et du soin, mais qu'un masque ou qu'une distanciation sociale briseront. **Ces contacts sont aussi indispensables pour les plus grands** qui, au collège ou au lycée, ont aussi leurs fragilités et sont en attente de soutien, d'encouragements et de proximité indispensables pour instaurer un lien et un climat propice aux apprentissages et à l'acquisition effective de savoirs.

**Non, l'Éducation Nationale n'est pas qu'une simple garderie !**

Mesurez-vous ensuite les conséquences dans vos établissements lors du déconfinement ? Nous attirons votre attention sur le fait qu'avant la mise en place du confinement au lycée Jean-Monnet de Crépy-en-Valois, seul établissement où une étude a été menée par l'Institut Pasteur, le Covid-19 avait touché **38%** des lycéens, **43%** des enseignants et **59% des personnels** de l'établissement scolaire.

Nous vous rappelons aussi que **la première victime** du covid 19 en France **était un professeur** de l'Oise d'un collège de Crépy-en-Valois **et qu'une personne sur quatre** y a été contaminée. Ainsi, chaque école, chaque collège et chaque lycée de notre région peut **rapidement se transformer en nouveau foyer de l'épidémie**. Croyez-vous disposer des moyens à la hauteur du danger pour y faire face ?

De son côté, le Conseil Exécutif, la CDC et les Mairies pourront-ils assurer des classes de douze élèves ?

Est-ce que tous les Maires auront réunis leur CHSCT ?

Est-ce que les centres de gestions dont dépendent les petites communes auront réunis lui aussi le CHSCT et communiqué les prérogatives à mettre en place par les Maires ?

Le parc de bus pourrait-il assurer les transports en toute sécurité ?

Comment feront les parents, y compris les personnels et enseignants, qui eux aussi ont des enfants ?

Tout ce chamboulement pour 8 à 12 jours d'école pour les enfants et, en priorité, les plus petits non autonomes. Cela démontre bien que ce n'est pas la lutte contre les inégalités qui est ici l'objectif, mais celui de renvoyer le plus rapidement les parents au travail !

Nombre de vos collègues élu-es, partout en France, ont d'ores et déjà annoncé **qu'ils ne participeraient pas à la propagation du virus et à la mise en danger des enfants, de leur famille et des personnels**.

Sans oublier les personnels soignants des hôpitaux de Corse qui paient un lourd tribut à la maladie.

Selon l'ARS, en Corse, déjà 66 personnes sont malheureusement décédées, des centaines d'autres hospitalisées. Le déconfinement en milieu scolaire risque potentiellement de rendre la seconde vague de contaminations incontrôlable.

Voilà pourquoi, la CGT Région Corse, **vous appelle à rejoindre vos collègues** élu-es qui ont déjà pris la décision en tant que garants de la sécurité des citoyens et de l'intérêt général **à ne pas rouvrir le 11 Mai !**

En Corse, les militant-es CGT qui œuvrent dans ces domaines, ont été consultés et sont unanimes **sur la grande dangerosité de ce projet**, avec de nombreuses interpellations de nos équipes par les personnels des écoles et des crèches, d'autant plus que les médecins et chercheurs s'inquiètent maintenant **d'une éventuelle forme grave** de développement **propre aux enfants**.

Prenant en compte l'évolution de l'actualité, nous pointons les questions suivantes qui viennent compléter le courrier cité en objet :

- Quelle responsabilité y compris pénale pourrait avoir nos élus ?

- Quelle sera la responsabilité y compris pénale des enseignants et personnels qui n'auraient pas réussi à faire respecter les mesures de protection par les enfants ?
- Ne pourriez-vous pas proposer d'autres pistes, en particulier pour les enfants les plus défavorisés qui vivent la triple peine du confinement, de la difficulté de suivre les cours en ligne et de la précarité ?

La mobilisation de moyens et de personnels pour des activités de plein air, voire de séjours organisés seraient plus humainement efficace tout en étant plus propice au respect des règles de protection. La question d'une aide individualisée de rattrapage pourrait s'envisager également dans ce cadre moins anxiogène pour tous.

Sachant pouvoir compter sur votre écoute et votre engagement, nous affirmons également que **les revendications** portées par la CGT **ne sont pas confinées et sont encore plus d'actualité** aujourd'hui sur tous les sujets.

Pour l' UD CGT Haute Corse

Charles Casabianca.



Pour l' UD CGT de Corse du Sud.

Patrice Bossart



Pour la CGT des  
TERRITORIAUX CORSE.  
Louis Tomeï

